

AU NOM DE LA FRANCE

Les discours des chefs d'État sur la Résistance intérieure (1958-2007)

Gilles Vergnon

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* »

2011/4 n° 112 | pages 139 à 152

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724632095

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-4-page-139.htm>

Pour citer cet article :

Gilles Vergnon, « Au nom de la France. Les discours des chefs d'État sur la Résistance intérieure (1958-2007) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2011/4 (n° 112), p. 139-152.

DOI 10.3917/vin.112.0139

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Au nom de la France

Les discours des chefs d'État sur la Résistance intérieure (1958-2007)

Gilles Vergnon

La mémoire de la Résistance intérieure a, on le sait, évolué depuis la Libération. Au cours de cette mutation, la parole des présidents de la République joue un rôle important, les chefs de l'État contribuant, par leur verbe, à définir le sens affecté à l'Armée des ombres. Les allocutions présidentielles ont-elles pour autant réussi à se dégager de la matrice gaullienne ? Et les ruptures l'emportent-elles sur les continuités ? Autant de questions qu'aborde l'étude de Gilles Vergnon, en envisageant la séquence de la Cinquième République de Charles de Gaulle à Jacques Chirac.

Commémorer n'est jamais anodin. C'est d'autant plus vrai quand l'État, par la voix de son principal représentant, le président de la République, en célébrant une séquence ou un événement, met en œuvre une véritable « politique du passé¹ ». La Seconde Guerre mondiale en France peut être commémorée ou évoquée sous plusieurs registres de discours, qui peuvent privilégier des événements militaires (débarquements en Normandie et en Provence, libération de Strasbourg), les hauts lieux de la Résistance intérieure (le plateau des Glières, le Mont-Mouchet, le massif du Vercors) ou de

la France libre (l'île de Sein), la souffrance des populations martyrisées (Ascq, Oradour-sur-Glane, Tulle) et, plus récemment, le génocide juif et la complicité du régime de Vichy, sans oublier les hommages aux figures de la Résistance (Pierre Brossolette, Jean Moulin) et de la France libre (les généraux Koenig et Leclerc), à l'occasion de leur décès ou de l'érection d'un monument dédié à leur souvenir.

Cet article entend s'attacher aux discours prononcés en situation par les présidents de la République de 1958 à 2007, de Charles de Gaulle à Jacques Chirac, lorsqu'ils évoquent la Résistance intérieure, ses hauts lieux et ses figures². Ont donc été retenus les allocutions ou extraits d'allocutions prononcées lors d'inaugurations de musées, mémoriaux, plaques et monuments, à l'occasion de commémorations, particulièrement les cérémonies décennales de 1964, 1974, 1984, 1994 et 2004, ou, plus simplement, lors de tournées en province, quand l'itinéraire présidentiel croise un haut lieu de la Résistance. N'ont pas été retenus les entretiens avec la presse, les allocutions à l'étranger ni les évocations plus générales du conflit ou portant sur d'autres aspects de celui-ci.

(2) Les prises de position de Nicolas Sarkozy, qui marquent sans doute un tournant par rapport à son prédécesseur et nécessitent une étude spécifique ne sont pas abordées ici. Voir Laurence de Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt et Sophie Wahnich, *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Marseille, Agone, 2008.

(1) Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tarkowski (dir.), *Politiques du passé : usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Marseille, Presses de l'Université de Provence, 2006.

Où et quand parler de la Résistance ?

L'établissement du corpus n'est pas sans poser quelques difficultés. Si l'ensemble des discours de Jacques Chirac de 1995 à 2007 est resté en ligne jusqu'en 2010 sous la rubrique « Archives de la présidence de M. Jacques Chirac », s'il existe un Institut François-Mitterrand qui a bien voulu nous communiquer les discours du président relatifs à la Seconde Guerre mondiale, les choses sont plus complexes pour leurs prédécesseurs. En l'absence de publication ou d'archivage systématique par une fondation, il est difficile de recenser l'ensemble des discours de Valéry Giscard d'Estaing ou de Georges Pompidou, même si une partie de ces textes a été publiée¹. Quant à Charles de Gaulle, nombre de ses interventions, particulièrement les brèves allocutions lors de voyages en province, ne sont pas reproduites dans les *Discours et messages*² ni même, comme nous l'avons constaté, archivées par la Fondation Charles-de-Gaulle. Il est possible de contourner l'obstacle en recourant aux ressources de la presse locale et des archives départementales³... à condition de savoir où et quand les discours nous concernant ont été prononcés, ce qui renvoie à la difficulté majeure soulevée par cette recherche : où et quand parler de la Résistance ?

Il n'existe pas de lieu de mémoire central de la Résistance en France, pas plus que de musée

(1) Georges Pompidou, *Entretiens et discours, 1968-1974*, Paris, Flammarion, 1975.

(2) Une note liminaire de l'éditeur des *Discours et messages* (Paris, Plon, 1970, 5 vol.) précise que n'ont été retenus pour publication que ceux des discours « prononcés dans des circonstances déterminées d'avance et dont, pour cette raison, le texte exact a pu être conservé » et que ne figurent pas « les allocutions (en très grand nombre) improvisées [...] devant les auditoires les plus divers et dont le texte n'a pu, le plus souvent, être reconstitué d'une manière précise ».

(3) Nous tenons à remercier le personnel de l'Institut François-Mitterrand, des archives départementales (AD) de l'Isère et de Loire-Atlantique, des archives municipales (AM) de Nantes, Marina Guichard et le conseil général de Haute-Savoie pour les documents relatifs au plateau des Glières, et Fabien Conord, de l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, pour ceux relatifs au Mont-Mouchet.

national ou de journée nationale d'hommage consacrée exclusivement à elle. On ne trouve aucun équivalent aux « champs d'honneur » de Verdun ou du Chemin des Dames, aucune date équivalente au 11 Novembre. Les tentatives de faire d'un haut lieu de la Résistance, « le » lieu central de celle-ci dans son ensemble ont jusqu'ici toutes échoué. Qui, en-dehors des historiens, de personnalités locales ou d'anciens résistants, sait que le mémorial du Mont-Mouchet érigé le 9 juin 1946 aux confins du Cantal et de la Haute-Loire, loin d'évoquer les seuls maquis d'Auvergne, se veut un « Monument national à la Résistance et aux maquis de France », un « gigantesque monument national » comme le souhaitait Émile Coulaudon, alias Gaspard, ex-commandant des maquis d'Auvergne⁴. L'appel à souscription lancé en 1945 à « tous les anciens combattants » mettait ainsi en parallèle le Hartsmannvillerkopf, lieu d'intenses combats dans les Vosges pendant la Grande Guerre et les combats du printemps 1944 dans le Massif central : « de même que le Hartsmannvillerkopf rappelle les légendaires combats de 1914-1918, de même le Mont-Mouchet symbolisera les luttes inégales et pourtant glorieuses de nos maquisards⁵ ». Mais, si trois présidents de la République (Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand) ont honoré de leur présence les cérémonies des combats de 1944, la notoriété du monument ne dépasse guère aujourd'hui le cadre local. De même, le Mont-Valérien, surtout depuis l'inauguration le 18 juin 1960 par le général de Gaulle d'un Mémorial de la France combattante, se pose bien davantage comme un haut lieu de la mémoire gaullienne que comme une évocation de la Résistance intérieure. C'est

(4) Lettre d'Émile Coulaudon au préfet du Cantal, 6 avril 1945, citée par Mechthild Gizmer, *Mémoires de pierre : les monuments commémoratifs en France après 1944*, Paris, Autrement, 2009, p. 78.

(5) *Ibid.*

d'ailleurs pour commémorer l'appel du 18 Juin que les présidents se rendent généralement sur cette colline, qu'ils prennent ou non la parole. Où parler de manière privilégiée de la Résistance ? On pense bien sûr aux cinq villes compagnons de la Libération (Grenoble, Nantes, Paris, l'île de Sein, Vassieux-en-Vercors) ou aux dix-sept communes médaillées de la Résistance française¹. Mais les résultats de la recherche sur les premières ne sont guère fructueux. Aucune allocution sur la Résistance ne semble avoir été prononcée à Nantes depuis 1960², et une seule l'a été à l'île de Sein, par Charles de Gaulle, le 7 septembre 1960, lors de l'inauguration du monument dédié aux Forces françaises libres (FFL), dans une allocution qui se réfère peu à la Résistance intérieure. Si le président l'évoque lors de sa visite à Grenoble en 1960, dans la première partie de son discours, il n'y revient plus dans ses visites ultérieures en 1966 et 1968³. Seules Paris et Vassieux ont été, pour des raisons différentes, le cadre et l'objet de communications présidentielles répétées sur la Résistance. Paris, ville-compagnon de la Libération, mais surtout capitale du pays, permet d'aborder à la fois la Résistance intérieure (l'insurrection parisienne), la France libre (la 2^e DB) et la libération de la France tout entière qu'elle résume ou anticipe, tout en dégageant la signification générale du conflit : tel est le sens des discours que prononcent aux commémorations décennales Charles de Gaulle (26

août 1964), François Mitterrand (25 août 1994) puis Jacques Chirac (25 août 2004). Vassieux, la plus petite des cinq communes distinguées a été visitée en septembre 1963 par de Gaulle, qui réserve son verbe à la Chapelle-en-Vercors, quelques kilomètres plus loin, puis par Édouard Balladur, Premier ministre de cohabitation, remplaçant François Mitterrand retenu par les séquelles d'une intervention chirurgicale et qui prononce le 21 juillet 1994 le discours d'inauguration du mémorial de la Résistance.

La piste « maquisarde » s'avère d'ailleurs féconde en termes de visites présidentielles, au moins pour ce qui est des grands maquis retenus par l'histoire et la mémoire collective⁴. Avant son déplacement de 1963 dans la Drôme, l'homme du 18 Juin avait ainsi rendu un premier hommage au maquis du Vercors à la nécropole de Saint-Nizier-du-Moucherotte en septembre 1960 au cours de sa visite en Isère et dans les départements savoyards. Trois chefs de l'État se rendent au Mont-Mouchet et y prononcent des allocutions substantielles (Charles de Gaulle le 5 juin 1959, Valéry Giscard d'Estaing le 23 juin 1974 et François Mitterrand le 6 juillet 1981), deux au plateau des Glières (Charles de Gaulle le 8 octobre 1960 sans discours et François Mitterrand le 10 avril 1994 avec discours), sans compter les déplacements récents et répétés de Nicolas Sarkozy. En revanche, on ne relève qu'un seul discours (celui de François Mitterrand, le 11 novembre 1983) à Oyonnax, pourtant commune médaillée de la Résistance, en témoignage de l'activité des puissants maquis de l'Ain, qui avaient défilé en bon ordre dans la ville, le 11 novembre 1943, au cœur de l'Occupation.

(1) Bethincourt (Meuse), Brest (Finistère), Caen (Calvados), Caniac (Lot), La Chapelle-en-Vercors (Drôme), Lyon (Rhône), Marsoulas (Haute-Garonne), Meximieux (Ain), Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Nantua (Ain), Oyonnax (Ain), Saint-Nicolas-Plougasnou (Finistère), Saint-Nizier-de-Moucherotte (Isère), île de Sein (Finistère), Tavaux (Aisne), Terroux (Lot), Thônes (Haute-Savoie).

(2) Charles de Gaulle évoque la Résistance à Nantes le 10 septembre 1960, ce qui ne semble être le cas ni de François Mitterrand en janvier 1994, ni de Jacques Chirac en novembre 2001 (courrier des AM de Nantes, 22 mars 2010).

(3) David Colon, « Charles de Gaulle à Grenoble (1944-1968) », mémoire de séminaire, Institut d'études politiques de Paris, 1994.

(4) Le panneau sur les maquis dans les nouvelles salles du musée de l'Armée en cite quatre : les Glières, le Mont-Mouchet, le maquis de Saint-Marcel et le Vercors. La carte à laquelle se réfère le panneau explicatif signale en plus les maquis du Limousin, non mentionnés dans le texte. Cette liste se retrouve dans la plupart des manuels d'enseignement secondaire.

Et aucun chef de l'État ne rendit hommage aux maquis du Limousin au Mont-Gargan, à Limoges ou à Peyrat-le-Château. Les inaugurations de stèles, musées ou monuments ou les éloges *post mortem* de figures résistantes suscitent les allocutions les plus nombreuses, avec une importante fréquence des premières entre 1984 et 1994 et une augmentation constante des seconds, pour des raisons évidentes à partir des années 1980. Sur près de cinquante ans, ce sont donc Charles de Gaulle, mais surtout François Mitterrand qui consacrent à la Résistance le plus d'hommages et le plus important volume de discours. Si Charles de Gaulle n'inaugure que le monument de l'île de Sein (1960), François Mitterrand ouvre le musée de la Résistance du Morvan à Saint-Brisson (1983), le mémorial de la Résistance du Vercors (en 1994, par le truchement d'Édouard Balladur) et dévoile des monuments ou plaques dédiés à Jean Moulin (à Villeurbanne en 1987), Bertéy Albrecht (à Paris en 1988¹), Pierre Brossolette (1994) ainsi qu'aux étrangers dans la Résistance (à Besançon en 1993) ou aux guérilleros espagnols (à Prayols en 1994)². Si Jacques Chirac inaugure le Centre de la mémoire d'Oradour (juin 1999), l'aile de Gaulle du musée de l'Armée (juin 2000) ou le Centre européen du résistant déporté au Struthof (novembre 2005), il ne célèbre guère des réalisations centrées sur la Résistance intérieure au sens strict, le président évoquant d'ailleurs rarement cette page d'histoire *in situ* dans ses hauts lieux provinciaux, réservant plutôt son éloquence aux anniversaires ou aux éloges funèbres (Henri Rol-Tanguy en 2002, Lucie Aubrac en 2007). Mais l'essentiel de ses discours sur la période est consacré aux persécutions antisémites, à ses complices français et aux Justes qui s'y opposèrent.

(1) Le 28 octobre 1988, place du Bataillon du Pacifique, dans le 12^e arrondissement.

(2) Il inaugure aussi le mémorial de Caen, le 6 juin 1988, et la Maison des enfants d'Izieu, le 24 avril 1994.

Pérenniser l'État et la nation

La vision gaullienne du conflit et du rôle qu'y tient la Résistance intérieure est bien connue : son discours sur la « guerre de trente ans » qui fait de la Seconde Guerre mondiale le prolongement de la Première flatte l'orgueil national et noie la défaite de 1940 dans un *continuum* où la bataille de la Marne et novembre 1918 tendent la main à Bir-Hakeim et à la libération de Paris³. La Résistance intérieure n'occupe qu'une place mineure dans un système de représentation qui privilégie les combattants en uniforme des FFL puis les armées du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Cantonnée à cette place modeste, elle est elle-même exaltée comme un phénomène essentiellement militaire, subordonnée aux projets de l'homme du 18 Juin par le biais de son *missus dominicus* Jean Moulin, glorifié en 1964 dans la célèbre oraison d'André Malraux. La Résistance intérieure tient ainsi une place secondaire dans les discours prononcés en 1964, année clé de la commémoration gaullienne.

Seul le grand discours prononcé le 26 août 1964 pour le 20^e anniversaire de la libération de Paris lui accorde une place substantielle et lui affecte le sens voulu :

« Ce fut, naguère, le service et ce sera, toujours, l'honneur de la Résistance d'avoir voulu faire d'un pays prostré, humilié et opprimé tel que l'était la France à la suite du désastre et de la capitulation un peuple belligérant, fier et libre. Sans doute, quels qu'aient pu être les efforts et les sacrifices de ceux qui ne renonçaient pas, n'y aurait-il eu ni redressement national, ni libération, ni victoire, sans l'entrée successive de nos Alliés dans la guerre [...]. Mais leur triomphe nous eût laissés à coup sûr déconsidérés, déchirés, en proie à tous les démons de l'amertume et de la honte si

(3) Olivier Wieviorka, *La Mémoire désunie : le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 2010, p. 149-173.

nous n'en avons pris notre part directement et à tous risques, comme nation et comme État¹. »

Paris a ainsi « combattu pour briser ses chaînes » avec les « hommes résolus » des « forces de l'intérieur » secourus « en vertu d'un plan longuement poursuivi par nous » par « une grande unité régulière, fortement armée et équipée ». Après la capitulation de la garnison allemande, la ferveur populaire « consacre la légitimité du gouvernement de la Résistance, c'est-à-dire celui de la Défense nationale ». La leçon à tirer de cet épisode dramatique, est de « s'assurer des garanties élémentaires que sont dans tous les cas : un État solide, une défense moderne et une nation rassemblée ».

Toutes les autres allusions à la Résistance s'inscrivent dans le même registre agonistique, exaltant un combat d'autant plus honorable qu'il a été mené pour s'inscrire dans une guerre refusée par le gouvernement de Vichy signataire de l'armistice. En général brèves, elles s'insèrent dans ces « visites de souveraineté » en province, méticuleusement recensées dans les *Mémoires d'Espoir* et obéissant au même rituel². Ainsi, à Lyon, en 1963, la Résistance occupe seulement trois lignes d'un long discours, le président évoquant, au milieu d'un préambule multipliant les références à l'histoire et à la géographie, la « fille ardente de la patrie au point d'avoir été, pendant la dernière guerre, la capitale intérieure de la Résistance³ ». Même scénario à Nantes, en septembre 1960, où il rappelle que « Nantes, c'est mon compagnon » et qu'il honore la cité depuis

« les années tragiques »⁴. À Grenoble en octobre 1960, le discours est centré sur l'Europe et le conflit algérien, mais la Résistance tient une place plus substantielle, Charles de Gaulle lui consacrant l'entame de son allocution⁵. Si Grenoble est une « ville pilote de la France », c'est surtout depuis « les sombres années de la guerre », « le Vercors en est témoin et en sont la preuve des milliers et des milliers d'Alpins vivants et morts, et en est la preuve aussi la croix de la Libération, que j'eus naguère l'honneur de remettre à Grenoble, mon compagnon ». Ajoutant que la préfecture de l'Isère est aussi ville-pilote « comme modèle d'expansion de notre activité », il revient encore sur la période, rappelant que « la France aurait pu périr [...] si elle s'était maintenue dans le renoncement, si elle avait accepté le déshonneur », mais que « la part qu'elle a prise à la Résistance, à la Victoire ont permis de renaître, ont permis de réapparaître. C'est là l'honneur immortel des résistants et de la Résistance française ».

Le général n'est pas plus prolixe quand il s'arrête sur les sites des grands maquis, mais il accorde à ces haltes une mise en scène particulière, quittant parfois son costume civil pour porter l'uniforme. En juin 1959, au cours d'un voyage en Auvergne où il visite les départements du Cantal, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme et de la Loire, le chef de l'État « qui avait revêtu cet après-midi son uniforme militaire » exalte brièvement au Mont-Mouchet « un épisode trop méconnu mais très héroïque de la Résistance française », saluant « la mémoire de ceux qui sont tombés sur ce haut lieu de notre patrie », célébrant « les anciens qui ont combattu ici sous les ordres du colo-

(1) Allocution prononcée à Paris, 26 août 1964 (Charles de Gaulle, *Discours et messages...*, vol. 4 : *Pour l'effort, août 1962-décembre 1965*, Paris, Le Livre de poche, 1974, p. 251-254).

(2) « Chaque département est parcouru tout entier du matin au soir. Le programme ne change guère d'un département à l'autre » (Charles de Gaulle, *Mémoires d'Espoir*, vol. 1 : *Le renouveau, 1958-1962*, Paris, Plon, 1970, p. 304).

(3) Discours prononcé à Lyon, 28 septembre 1963 (Charles de Gaulle, *Discours et messages...*, op. cit., vol. 4, p. 138-143).

(4) AM de Nantes, 1134 W21, *La Résistance de l'Ouest-Presses Océan*, 13 septembre 1960 ; variantes dans *L'Éclair* du même jour.

(5) AD de l'Isère, 4332 W 21, allocution prononcée depuis le balcon de la préfecture de l'Isère, 7 octobre 1960.

nel Gaspard »¹ et rappelant que « cela s'est fait au moment où il fallait que ça se fasse »². Même posture en juin 1963 dans le Vercors où, en civil dans l'étape précédente, il revêt l'uniforme en sous-préfecture de Die pour « monter » à Vassieux, avant de s'en défaire en mairie de La Chapelle-en-Vercors pour redescendre en civil à Romans³. Tenu par un horaire serré qui ne prévoit que quelques minutes sur les lieux⁴, le président s'en tient à des formules elliptiques comme « vous avez fait ce qu'il fallait, comme il le fallait, au moment où il fallait le faire » à Vassieux et, à La Chapelle, « Vive à tout jamais le Vercors dans le souvenir des Français ! » Scénario proche à la nécropole de Saint-Nizier-du-Moucherotte le 7 octobre 1960 : il passe en revue un piquet de chasseurs alpins et dépose « une gerbe en forme de croix de Lorraine » au pied du monument⁵ ; puis, dans « une cérémonie toute simple [...] sur le replat de la route », il honore du grade de grand officier de la Légion d'honneur le général Descour, ex-chef d'état-major régional des Forces françaises de l'intérieur (FFI) et commandant de la 8^e région militaire⁶ ; et, le lendemain, « Tom » Morel et les combattants des Glières inhumés au cimetière de Morette (Haute-

Savoie). Dans ces derniers cas, il conserve le silence, mais passe en revue un piquet d'honneur et dépose une gerbe. Mutisme, également, lors de son passage en septembre 1960 à Châteaubriant (Loire-Atlantique) où furent exécutés quarante-huit otages en octobre 1941, ou au Mémorial de la Résistance de Chasseneuil-de-Bonnieure (Charente) en juin 1963⁷.

Au total, s'il parle peu de la Résistance *stricto sensu*, le principal hommage à celle-ci étant le célèbre hommage d'André Malraux à Jean Moulin le 19 décembre 1964⁸, Charles de Gaulle fixe les éléments d'une « grammaire mémorielle » appelée à lui survivre : commémorer la Résistance revient à honorer des combattants, morts et vivants, des soldats de la France, en les inscrivant dans la longue durée de la nation et de l'État, dont ils furent les défenseurs. C'est d'ailleurs sous ce registre qu'André Malraux, inaugurant en 1973 le monument d'Émile Gilioli aux Glières, exalte les maquisards comparés aux légendaires trois cents Spartiates des Thermopyles⁹. André Malraux, qui n'est plus le « ministre d'État » du général, parle « au nom des associations d'anciens résistants et de l'Ordre de la Libération » ainsi qu'« en mémoire du général de Gaulle ». Son discours, l'exact pendant de son oraison de 1964 en l'honneur de Jean Moulin, alias *Rex*, a bien valeur de discours officiel : par sa bouche

(1) « Accueil enthousiaste du Cantal et de la Haute-Loire au général de Gaulle », *La Montagne*, 6 juin 1959.

(2) Françoise Maury-Fernandez, « Lieu de mémoire et de commémoration : le Mont-Mouchet 1944-1989 », in André Gueslin (dir.), *L'Auvergne en guerre*, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif central/Université Blaise-Pascal, 1991, p. 147-172.

(3) Nous renvoyons à notre ouvrage : Gilles Vergnon, *Le Vercors : histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, L'Atelier, 2002, p. 170-171.

(4) Selon un document conservé à la Fondation Charles-de-Gaulle, le minutage officiel, qui ne fut pas complètement respecté, prévoit : 13 h 45, départ de Die en voiture ; 14 h 35, arrivée au cimetière national de Vassieux, dépôt de gerbe, sonnerie *Aux morts*, minute de silence ; 14 h 55, départ pour La Chapelle ; 15 h 10, arrivée à La Chapelle, accueil par le maire, dépôt d'une gerbe au mur des Fusillés ; 15 h 20, départ pour Romans.

(5) *Le Monde*, 8 octobre 1960.

(6) Paul Dreyfus, « Le Vercors et Grenoble ont accueilli le président de la République », *Le Dauphiné libéré*, 8 octobre 1960.

(7) *Le Monde*, 13 septembre 1960 et 14 juin 1963. Sur ce mémorial méconnu, inauguré en octobre 1951 par le président Vincent Auriol, voir Mechtilid Gizmer, *op. cit.*, p. 93-107.

(8) Voir l'analyse d'Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy : de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1^{re} éd. 1987, 2^e éd. rev. et mise à jour, « Points histoire », 1990, p. 109-114.

(9) André Malraux, « Discours prononcé le 2 septembre 1973 au plateau des Glières pour inaugurer le monument à la Résistance savoyarde réalisé par Gilioli », in André Malraux, *La Politique, la culture : discours, articles, entretiens (1925-1975)*, Paris, Gallimard, « Folio », 1996, p. 359-369. Voir aussi Marina Guichard-Crozet, « Les trois temps de la construction de la mémoire des Glières », *Cahiers du CEHD*, numéro spécial « Les associations d'anciens résistants et la fabrique de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale » dirigé par Gilles Vergnon et Michèle Battesti, 28, 2006, p. 19-28.

c'est la voix d'outre-tombe du général que l'on entend. Le sens de la Résistance à commémorer, c'est la valeur du sang versé pour restaurer l'honneur national. Charles de Gaulle ou André Malraux n'ont ainsi jamais prétendu identifier la Résistance à l'ensemble de la société française : incarner la pérennité de la nation par et dans le combat guerrier ne pouvait, justement, qu'être l'œuvre de combattants.

Le temps des épigones

Le rapport distant de Georges Pompidou à la Résistance est bien connu depuis les propos la concernant tenus au *New York Times* en août 1971 (« Je déteste toutes ces histoires, je déteste les médailles, je déteste les décorations de toutes sortes¹. »), puis justifiant dans une conférence de presse de septembre 1972 la grâce accordée au milicien Paul Touvier (« oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas »). Son mandat écourté laisse toutefois en suspens la question de la forme qu'aurait empruntée sa participation aux cérémonies du 30^e anniversaire de la Libération à l'été 1974. Et lorsqu'il s'exprime, en public et dans un cadre officiel, sur la période mais non spécifiquement sur la Résistance, ses propos ne s'écartent guère du canevas gaullien. Inaugurant en août 1969 le monument dédié au général Leclerc porte d'Orléans, il évoque la libération de Paris « par les armes conjuguées de la France et des Parisiens » dans un ordre hiérarchique que n'aurait pas renié son prédécesseur. En conclusion, il rappelle que ceux célébrant le chef de la 2^e DB « se doivent de se jurer à eux-mêmes qu'ils maintiendront l'honneur rétabli et l'indépendance reconquise »². De même, inaugurant le Mémorial de Charles de Gaulle

à Colombey-les-deux-Églises, le 18 juin 1972, il mentionne dans les mêmes termes que Paris fut libéré « par l'effort commun des troupes de Leclerc, des combattants de l'Intérieur et des armées alliées » et s'écrie dans sa péroraison : « Pour nous qui portons devant l'Histoire le terrible poids d'être ceux qui, après Charles de Gaulle, ont assumé la responsabilité du pays, nous faisons, devant cette croix de Lorraine et sur votre tombeau, serment d'être fidèles à la leçon que nous avons reçue de vous : Tout pour que vive la France ! »³

L'élection en 1974 de Valéry Giscard d'Estaing n'altère guère la cohérence de ce registre. Au printemps, en pleine campagne électorale, le Comité d'union de la Résistance d'Auvergne (CODURA) avait convié le futur président aux commémorations du Mont-Mouchet prévues le 23 juin en espérant, semble-t-il, la présence de François Mitterrand, voire de Jacques Chaban-Delmas⁴. Il était difficile au nouveau président, dont les racines familiales se situent à Chanonat (Puy-de-Dôme), de décliner l'invitation. Il consacre donc à la Résistance l'un de ses premiers discours, dans lequel il est rappelé que, « jeune élève au lycée Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand », il « distribua des tracts en faveur de la Résistance ». Reproduit dans la presse locale, le discours, bref⁵, salue classiquement les « morts pour la libération de la France ». Sont inclus dans cette liste, à côté des maquisards d'Auvergne, les morts « dans les autres maquis, dans les prisons, dans les camps de déportation, dans l'armée de Libération, qu'ils aient été tués comme résistants, comme soldats ou comme otages »⁶. Il ajoute, dans ce

(1) « *I hate all that business... I hate medals, I hate decorations of all kinds* », *New York Times Magazine*, 29 août 1971, cité par Henry Rouso, *op. cit.*, p. 356.

(2) Georges Pompidou, « Discours prononcé pour l'inauguration du monument au maréchal Leclerc et à ses compagnons », *op. cit.*, p. 365-369.

(3) « Discours prononcé lors de l'inauguration du mémorial du général de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises (18 juin 1972) », *ibid.*, p. 36-38.

(4) Françoise Maury-Fernandez, *op. cit.*, p. 168.

(5) Six minutes selon Françoise Maury-Fernandez, *ibid.*, p. 169.

(6) « Mont-Mouchet : la France n'oublie pas », *La Montagne*, 24 juin 1974.

même nouveau registre, que « dans l'exaltation de ces volontaires qui rejoignaient en chantant les réduits de la Margeride, il y avait peut-être l'appel du combat, le goût de la vie fraternelle des maquis, le besoin de partager l'enthousiasme et le risque [...] mais il y avait surtout comme chez tous les résistants de France, sans distinction de conditions, d'opinions ou de générations, l'espoir que de leur lutte naîtrait dans une France libérée, une société plus juste et plus humaine ». Commémorer leur sacrifice, conclut-il, est aussi « s'inspirer de cet idéal d'humanité et de dignité pour lequel ils ont donné leur vie et auquel la France nouvelle entend désormais consacrer, dans la paix et la liberté, ses jeunes forces ».

La nouveauté du discours tient non seulement à l'inclusion des victimes (dont les déportés et les otages) dans la nomenclature des « morts pour la Libération », mais aussi à l'évocation de valeurs de paix, sans référence agonistique, ni à la « guerre de trente ans » ou à la continuité de l'État. L'envoyé du *Monde* le souligne, notant que Valéry Giscard d'Estaing n'entend manifester, à mi-chemin de ses prédécesseurs, « ni vénération excessive ni agacement impatient à l'égard de ce passé glorieux, mais une sorte de familiarité respectueuse¹ ». Cette altération du discours officiel reste néanmoins isolée. D'une part, le président, plus porté vers les changements à venir que vers le recours au passé, prend ses distances à l'égard de la vulgate gaullienne et ne s'exprime que rarement sur les questions historiques, ses actions (suppression de la commémoration du 8 Mai, lancement de l'Année du patrimoine) traduisant sa conception des choses². D'autre part, ses autres dis-

cours officiels, continuent à s'inscrire dans la matrice gaullienne. Ainsi, le ministre de la Défense Jacques Soufflet, qui est l'un des rares gaullistes du Cabinet dirigé par Jacques Chirac et se présente lui-même comme « ancien officier et, pour une grande part, résistant de l'extérieur », participe en juillet 1974 aux cérémonies des combats du Vercors³. Il y rappelle que les résistants sont « morts pour redresser l'histoire de France » et que « les jeunes de 1974 » doivent, « en parcourant le maquis où le destin du pays a été sauvegardé, mesurer le prix de l'indépendance ». Plus largement, « tous les Français devraient conduire leurs enfants devant ces tombes, s'ils ne veulent pas revivre le réveil foudroyant de mai 1940 qui nous a tirés de la léthargie de l'entre-deux-guerres, s'ils ne veulent plus connaître le désarroi qui prélude aux désastres ». La Résistance enseigne la vigilance, dont la traduction contemporaine est « la force de dissuasion nucléaire » mais aussi la nécessaire « détermination des citoyens » : « la vigilance ne consiste pas seulement à confier à quelques techniciens le soin de la Défense. Ce que nous ont montré les maquisards, c'est la force de leur cohésion obstinée ». Aussi, la « grande alternance » de 1981 voit l'accession aux responsabilités d'une nouvelle famille d'acteurs de la commémoration, au premier chef François Mitterrand, ayant été lui-même, à la différence de ses deux prédécesseurs, un acteur des Années noires.

François Mitterrand, une rupture ?

Une première remarque s'impose : de tous les présidents de la Cinquième République, François Mitterrand, qui inaugure son septennat en

(1) « Le 30^e anniversaire des combats du Mont-Mouchet », *Le Monde*, 25 juin 1974.

(2) Patrick Garcia, « Valéry Giscard d'Estaing, la modernité et l'histoire », in Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowski, *op. cit.*, p. 119-131. Ainsi Valéry Giscard d'Estaing n'intervient pas lors des cérémonies commémoratives de la Libération de Paris, en août 1974, laissant ce rôle au secrétaire d'État aux Anciens combattants André Bord.

(3) « Les cérémonies du xxx^e anniversaire à Vassieux, 21 juillet 1974 », *Le Pionnier du Vercors*, 8-9, février 1975. Jacques Soufflet, volontaire dans les Forces françaises libres (FFL), était compagnon de la Libération. Ses successeurs au ministère de la Défense jusqu'en 1981, Yvon Bourges, Robert Galley (également compagnon de la Libération) et Joël Le Theule, sont tous issus du gaullisme.

honorant, avec Jean Jaurès et Victor Schoelcher, Jean Moulin au Panthéon, est celui qui s'exprime le plus sur la période. Parmi la trentaine de discours et entretiens, figurent des allocutions à l'étranger (Yad Vashem, Dartmouth d'où il s'embarqua pour la Bretagne en 1944) et le célèbre entretien télévisé avec Jean-Pierre Elkabbach en septembre 1994 ; et sur ce total, vingt et un concernent plus ou moins directement la Résistance intérieure : neuf évoquent des personnalités (Pierre Brossolette, Charles Delestraint, Henry Frenay, Jean Moulin à trois reprises, Bertie Albrecht à deux reprises), quatre ses hauts lieux (le Mont-Mouchet, les maquis de l'Ain à Oyonnax et Bourgen-Bresse et les Glières), deux les combattants étrangers de la Résistance¹, et trois interventions à Orléans permettent d'associer la Résistance à la Pucelle. À l'inverse, la France libre n'est évoquée directement qu'à trois reprises : l'inauguration d'un monument au général Koenig en novembre 1984, l'hommage au commando Kieffer (les seules troupes françaises terrestres du Jour J) à Ouistreham le 6 juin 1994, et la libération de Strasbourg en novembre 1994. Encore doit-on noter que les hommes de Kieffer sont longuement associés « à la Résistance et aux maquis [...] appelés par le commandement interallié et par le général Koenig à entrer en action sur l'ensemble du territoire français »². À l'évidence, la durée de sa présidence n'explique pas seulement la fréquence de ces évocations. Il s'agit bien, pour François Mitterrand, féru d'histoire, de réaffirmer, dans la lignée de ses écrits antérieurs, la primauté de la Résistance intérieure sur la

« Résistance extérieure » et d'affirmer sa propre place dans la première³.

Dans un premier temps, s'il privilégie la Résistance intérieure, il ne se démarque pas sur le fond de la vulgate gaullienne : la commémoration reste une pédagogie de la liberté, de l'unité et de l'indépendance nationale, et une invite à poursuivre son combat contre de nouveaux ennemis, parfois définis, au moins génériquement. Troisième président à visiter le Mont-Mouchet lors d'une cérémonie qui « redonne à la commémoration un lustre inégalé depuis le début de la Cinquième République⁴ », célébré par la presse locale en tant qu'« ancien résistant⁵ », François Mitterrand salue comme une « véritable bataille » « la résistance courageuse et lucide des hommes du Mont-Mouchet, fait d'armes des FFI à un moment essentiel du processus de notre Libération ». Il rappelle qu'il faut « garder à l'esprit la vraie nature de l'ennemi que nous affrontions », car « notre combat n'est pas terminé » :

« L'ennemi, qui toujours ressurgit du plus profond de notre société, qui s'est appelé le nazisme, le fascisme [...] l'esprit du pouvoir pour le pouvoir, l'impérialisme, la haine des autres ou l'absence de respect, l'esprit d'intolérance. Oui, c'est cet ennemi-là que les résistants du Mont-Mouchet ont fait reculer. Et c'est cet ennemi-là qu'il faut continuer à combattre si l'on veut établir sur la surface de la Terre une société plus juste et, chez nous, une France plus humaine, plus fraternelle, l'idéal d'une jeunesse généreuse. »⁶

(3) Olivier Wieviorka, *op. cit.*, p. 212-218. Jacques Attali note que « provincial [...] il déteste la Résistance de Londres et d'Alger qui symbolise pour lui une revanche de Paris » (Jacques Attali, *Verbatim*, Paris, Fayard, 1993, t. I, p. 10).

(4) Françoise Maury-Fernandez, *op. cit.*, p. 171.

(5) « Plus que le président de la République, c'est l'ancien résistant qui a salué les maquis d'Auvergne », *La Montagne*, 6 juillet 1981. *Le Monde* du 7 juillet note qu'« après l'hommage à Moulin au Panthéon, le chef de l'État a de nouveau évoqué la Résistance à laquelle il avait participé sous le nom de Morland ».

(6) Il existe quelques nuances entre le document de l'Institut François-Mitterrand, que nous utilisons ici, et les propos retranscrits par le quotidien régional.

(1) Institut François-Mitterrand (IFM), documents, à Prayols (Ariège) pour l'inauguration d'un monument aux guérilleros espagnols (21 octobre 1994) et à Besançon pour l'inauguration d'un monument aux étrangers dans la Résistance (28 septembre 1993).

(2) IFM, document, allocution à l'occasion du cinquantième du débarquement en Normandie, Ouistreham, 6 juin 1994.

Deux ans plus tard, commémorant à Oyonnax et Bourg-en-Bresse le double anniversaire du 11 novembre 1918 et du spectaculaire défilé des maquisards de Romans-Petit le 11 novembre 1943, le président lie, en continuité avec la vision gaullienne, « deux événements à distance d'une guerre et d'une génération, mais dont le symbole et l'action sont les mêmes » car, en 1918 et en 1943, les Français furent « quand il fallait, à l'heure du plus grand péril [...] être] capables de se dresser, de refuser, de résister, de sauver l'identité de la patrie, pour le présent afin d'en assurer l'avenir »¹. Répondant à Maurice Bourgès-Maunoury, compagnon de la Libération et figure de la Quatrième République, qui lui demandait d'« enseigner des choses à la nation », il l'assure que « que la France est notre pays, que nous l'aimons, que nous voulons le servir et que, quels que soient nos choix, nous sommes ses fils, prêts quand il le faudra à faire ce que vous avez fait, Messieurs, que je salue ici »². Propos similaires à Bourg-en-Bresse où il rappelle le sens du 11 Novembre, « notre fête à tous [...] fête de la France, fête grave du souvenir, fête de la résolution, fête du respect des autres, fête aussi de la certitude qui m'habite, qui vous habite aussi, de la pérennité de la France »³. Même registre lors de l'inauguration du musée de la Résistance du Morvan où le président, exaltant « le bel orgueil d'être français [...] l'orgueil d'être soi-même tel que les siècles nous ont faits », inscrit l'histoire de la résistance locale dans celle d'une « vieille terre rebelle » où l'on a « toujours été résistant » : « Des Morvandiaux étaient déjà résistants en 1814 à la fin des guerres napoléoniennes et des premières occupations. Résistant, le Morvan l'a été en 1870 et 1871 avec déjà des maquis

qui tentaient de barrer la route aux Prussiens comme on disait⁴ ». Même registre à Cluny où il rend hommage en 1984 à Bertly Albrecht et à tous ceux « Français, Bourguignons, solidaires aux postes et qui aiment leur patrie et qui la servent quand il le faut, qui protestent, qui se fâchent, et puis l'heure du devoir sonne, ils sont là, ils aiment leur patrie, ils l'aiment et ils la servent⁵ » ou en 1988, aux Invalides, en hommage à Henri Frenay⁶. Le fondateur de Combat y est décrit, classiquement, comme celui qui a « organis[é] les soldats de l'ombre pour en faire une armée » et a « préservé l'identité de la Résistance intérieure et ses aspirations communes », refusant sa réduction « au simple rôle de collecteur de renseignements ou de simple auxiliaire ». Quant à Jean Moulin, qu'il célèbre en 1986 à Chartres⁷, ville où il servit en 1940 comme préfet, il est « celui qui pouvait incarner les vertus de la Résistance », elle-même définie en ces termes : « tout simplement défendre sa patrie ». La patrie est à son tour évoquée avec des accents barrésiens (« on résiste pour sa patrie et la patrie c'est une terre, une terre avec des paysages, leur relief, leurs couleurs, leurs chemins [...] la patrie une réalité charnelle, vivante, précise »), avant d'être aussi « une république vivante et juste ».

Près de vingt ans après la mort du général de Gaulle dans une France qui a traversé la « phase obsessionnelle » du *Syndrome de Vichy*, on est frappé par l'étonnante stabilité de son message sur la Résistance comme phénomène militaire et appel au combat. Le changement réside, avec François Mitterrand, dans le déplacement du curseur, qui modifie la hié-

(4) IFM, discours pour l'inauguration du musée de la Résistance de Saint-Brissson, 26 juin 1983.

(5) IFM, allocution à Cluny, 14 février 1984. Le discours se conclut par un inhabituel « Vive la Résistance » qui précède les formules consacrées.

(6) IFM, hommage à Henri Frenay, Hôtel des Invalides, 20 septembre 1988.

(7) IFM, allocution à l'hôtel de ville de Chartres, 17 juin 1986.

(1) IFM, allocution prononcée par François Mitterrand à Oyonnax (Ain), vendredi 11 novembre 1983.

(2) *Ibid.*

(3) IFM, discours pour l'inauguration du musée de la Résistance de Saint-Brissson, 26 juin 1983.

rarchie entre France libre et Résistance intérieure, relie parfois celle-ci à des combats antérieurs de la gauche (comme la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851¹) et définit des ennemis à l'aune de son propre répertoire (le « fascisme » ou « l'intolérance » évoqués au Mont-Mouchet, le Front national mentionné de façon implicite à Chartres²). Mais le curseur se déplace sur un même axe : celui de la pérennité de la patrie et du combat militaire comme instrument et garant de celle-ci.

Vers un nouveau registre de discours

Le 50^e anniversaire de la Libération, en 1994, marque un changement de registre. Il est sensible dès 1993 dans un nouvel hommage à Jean Moulin, prononcé au Panthéon pour le 50^e anniversaire de sa mort. Dans un contexte tendu (lancement par le gouvernement Balladur d'un plan de privatisations, livre polémique de Thierry Wolton sur Jean Moulin, scores élevés du Front national) et alors que le « devoir de mémoire » s'impose progressivement comme mode de relations avec le passé récent³, François Mitterrand rappelle le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) et en particulier son « plan complet de sécurité sociale », et appelle à la « vigilance » sur le « sens » du combat résistant après s'être (faussement ?) interrogé sur la pérennité de la présence de Jean Moulin au Panthéon⁴. Trois mois après, l'inauguration du monu-

ment de Besançon dédié aux étrangers dans la Résistance est l'occasion d'appeler encore à la « vigilance » contre ceux qui veulent « réduire la diversité française [...] une chance pour l'avenir », mais le discours retient l'attention aujourd'hui par ses longues variations autour du thème de la mémoire (« quelque chose qui surgit spontanément dans le présent ») et, sans que les termes soient directement associés, aux « devoirs auxquels nous sommes tenus » à propos de « certaines choses qu'on ne peut plus penser comme avant »⁵.

En avril 1994 au cimetière de Morette, si le président salue sur un mode traditionnel « une grande action qui ne fut pas une défaite » et, sur un mode plus neuf, le maquis des Glières pour avoir réalisé un amalgame humain « symbole de la France et de l'Europe résistante », la péroration ne délivre aucun message prospectif, sinon d'honorer « la mort consentie au service de la patrie » et de saluer à plusieurs reprises les morts et les survivants⁶. On ne relève pas d'allusion à l'actualité politique extérieure, à l'heure des guerres en Yougoslavie. Ce nouveau registre, mémoriel plus qu'historique, compassionnel plus qu'héroïque, ordonne le discours d'Édouard Balladur, remplaçant le président, le 21 juillet 1994 à Vassieux, pour l'inauguration du Mémorial du Vercors. Après un long rappel des événements, il conclut :

« Tous ici ont senti qu'il fallait un nouveau lieu de souvenir. Il fallait que la mémoire de ces événements tragiques ne fût pas seulement gravée dans les cœurs [...] il fallait qu'elle fût symboliquement plus forte que les bombardements, plus forte que les massacres, plus forte que la douleur. Je vous rends hommage, Pionniers et combattants volontaires du Vercors. Fidèles à votre lutte passée, vous avez également rempli le devoir de

(1) Évoquée dans le discours de Saint-Brisson le 26 juin 1983.

(2) Le président cite Françoise Gaspard, maire de la ville voisine de Dreux de 1977 à 1983, qui vient de publier un ouvrage sur Maurice Violette, maire de Dreux de 1908 à 1959 et célébré au côté de Jean Moulin dans le même discours. Il évoque à ce propos la « tradition de 1789 » et les droits de l'Homme.

(3) Il fait l'objet d'un sujet au baccalauréat de 1993 et d'une émission de télévision (« La marche du Siècle ») le 30 juin 1993.

(4) « Qui peut affirmer, en des temps comme les nôtres, que la crypte du Panthéon soit un abri sûr ? » (IFM, allocution au Panthéon pour le 50^e anniversaire de l'arrestation et de la mort de Jean Moulin, 17 juin 1993)

(5) IFM, allocution à Besançon, 28 septembre 1993.

(6) « Le rendez-vous inexorable de quelques centaines d'hommes », *L'Essor savoyard*, 15 avril 1994.

mémoire, afin d'honorer vos parents et amis, vos frères d'armes et de souffrance¹. »

Dans ce passage, qui marque sans doute l'installation du « devoir de mémoire » au cœur du discours officiel, la « mémoire », autoréférencée, est dépourvue de contenu précis et coupée de toute perspective : à quoi appelle-t-elle, sinon à sa propre célébration ? François Mitterrand ne va pas jusqu'au bout d'une évolution qu'il a contribué à initier et demeure dans un registre intermédiaire, illustré dans ses derniers discours sur le sujet. L'hommage à Pierre Brossolette, en mars 1994, associe au « fameux » programme du CNR la volonté de célébrer une « époque héroïque » et l'espoir que son élan « nous portera longtemps encore »². Le discours d'inauguration du monument aux guérilleros espagnols à Prayols, en octobre, célèbre ceux qui « les premiers en Europe ont lutté les armes à la main contre le fascisme et le nazisme » et construit la « fraternité d'armes » de 1944 comme préfiguration de l'Europe nouvelle³.

Inflexions chiraquiennes

Quant à Jacques Chirac, le site de la présidence signalait, avant le scrutin de 2007, dix-neuf discours évoquant le second conflit mondial, prononcés entre 1995 et 2007⁴. La Résistance

intérieure concerne directement quatre seulement d'entre eux : deux hommages funèbres à Henri Rol-Tanguy et Lucie Aubrac, deux discours commémorant la première réunion du CNR et la libération de Paris. À la différence de ses prédécesseurs, Georges Pompidou excepté, il ne prononce aucune allocution sur les hauts lieux de la Résistance intérieure (le plateau des Glières, le Limousin, le Mont-Mouchet ou le massif du Vercors), alors qu'il s'exprime sur les hauts lieux de la souffrance (Oradour-sur-Glane, le camp du Struthof) et sur l'aide que les Justes apportèrent aux persécutés (Le Chambon-sur-Lignon). Les autres textes évoquent Charles de Gaulle et la France libre (deux discours), les opérations militaires et les Alliés (cinq discours), ainsi que les victimes de l'occupant nazi et des autorités vichystes (huit discours, dont le fameux discours du 16 juillet 1995 au Vel' d'hiv'⁵). En 2004, c'est le Premier ministre (Jean-Pierre Raffarin à Vassieux en juillet) ou des ministres (Michèle Alliot-Marie aux Glières en avril, Hervé Gayraud dans le Vercors en juin, Hamlaoui Mekachera en hommage aux maquis du Jura en septembre) qui saluent les grands maquis. Le président se réserve la commémoration de la libération de Paris et, à Toulon, l'hommage à « l'armée de la France combattante engagée en Provence ». Il ne s'agit pas pour autant, même en ces occasions, de revenir à la vision gaulienne. Le discours de Toulon est surtout l'oc-

(1) *Le Dauphiné libéré*, 22 juillet 1994.

(2) IFM, hommage à Pierre Brossolette, lycée Janson-de-Sailly, 23 mars 1994.

(3) IFM, allocution pour l'inauguration du monument de Prayols (Ariège), 21 octobre 1994.

(4) Étaient recensés sur le site de la présidence de la République : 16 juillet 1995 : discours pour la « Journée nationale de commémoration des persécutions antisémites et racistes commises sous Vichy de 1940 à 1944 » ; 5 décembre 1997 : remise du fichier juif aux Archives nationales ; 11 novembre 1998 : inauguration d'une statue de Winston Churchill sur les Champs-Élysées ; 16 juillet 1999 : inauguration du Centre de la mémoire d'Oradour ; 18 juin 2000 : inauguration de l'aile de Gaulle au musée de l'Armée ; 9 novembre 2000 : inauguration d'une statue du général de Gaulle sur les Champs-Élysées ; 12 septembre 2002 : hommage au colonel Rol-Tanguy ; 27 mai 2003 : 50^e anniversaire de la première réunion du

Conseil national de la Résistance ; 6 juin 2004 : anniversaire du débarquement en Normandie (trois discours) ; 8 juillet 2004 : discours au Chambon-sur-Lignon ; 15 août 2004 : 50^e anniversaire du débarquement en Provence ; 25 août 2004 : 50^e anniversaire de la Libération de Paris ; 25 janvier 2005 : inauguration du mémorial de la Shoah à Paris ; 27 janvier 2005 : inauguration de la nouvelle exposition du pavillon français du mémorial d'Auschwitz ; 24 avril 2005 : discours pour la Journée de la Déportation ; 3 novembre 2005 : inauguration du centre européen du résistant déporté au Struthof ; 21 mars 2007 : hommage à Lucie Aubrac.

(5) Jean-François Tanguy, « Le discours chiraquien sur l'histoire », in Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowski (dir.), *op. cit.*, p. 133-145.

casation d'exalter les « combattants de toutes origines » de l'armée d'Afrique et le lien maintenu entre la France et les États africains, avec un hommage particulier au roi Mohammed V du Maroc, en présence de son petit-fils et successeur, et à la ville d'Alger, « capitale de la France combattante », en présence du président algérien Bouteflika¹. Quant au discours de Paris², point d'orgue de la commémoration, si la formule qui conclut la partie historique (« Paris qui se libère, c'est la France à la table des vainqueurs ») claque comme un écho gaullien, la conclusion décline à nouveau le répertoire des valeurs et de la « vigilance [...] pour faire barrage au mépris et à [la] haine de l'autre, toujours à l'œuvre ». Il n'est donc pas surprenant que chez un président attaché à « pacifier » le souvenir de la guerre et à rendre prioritairement hommage aux victimes et aux oubliés, la Résistance, telle du moins qu'on l'entendait dans une vision traditionnelle, occupe une moindre part. Quand il l'évoque directement, comme dans son discours sur le CNR, c'est, après une longue chronique des faits, pour appeler à « exercer le devoir de mémoire » en hommage aux hommes et aux femmes engagés et aux valeurs qu'ils portaient : « solidarité, tolérance, dignité de chaque être humain ». C'est à une résistance « adoucie », œcuménique (l'engagement communiste d'Henri Rol-Tanguy est ramené à un « humanisme généreux, épris de justice sociale et imprégné des valeurs de la Révolution française³ »), pédagogie des horreurs du siècle et unificatrice de la société plus que de la nation, que va l'hommage de Jacques Chirac. L'ancien secrétaire d'État du général de Gaulle développe ainsi, comme président,

une vision presque en tous points antithétique à celle du fondateur de la Cinquième République, mais largement dans l'air du temps : valorisation des victimes et de ceux qui leur portèrent secours, humanisation de la Résistance elle-même et moindre intérêt porté à sa dimension militaire, priorité accordée aux valeurs qui fondent une société et non plus à la pérennité de l'État ou de la nation.

Cette évolution appelle, en guise de conclusion, un constat et plusieurs remarques. Le constat paraît indiscutable : à partir de 1993-1994, le discours commémoratif sur la Résistance évolue, non dans le sens d'une dépolitisation car il ne cesse jamais d'être politique, mais d'une abstraction et surtout d'une « démilitarisation » croissantes. Alors même que l'actualité internationale fournit de multiples occasions (guerres de Yougoslavie, attentats du 11 septembre 2001, guerres d'Irak et d'Afghanistan, terrorisme transnational), le discours présidentiel sur la Résistance intérieure non seulement n'évoque plus aucune menace extérieure contre laquelle l'expérience des résistants ou le souvenir de leur combat pourrait être de quelque utilité, mais est même dépourvu de toute référence agonique. Ce sont plutôt les menaces intérieures de l'extrémisme de droite qui sont désormais évoquées et, en contrepoison, les valeurs ou le message de la Résistance que l'on entend pérenniser sans vraiment l'incarner dans un projet politique clairement défini. Paradoxalement, le caractère de plus en plus verbeux des discours de la dernière décennie s'accompagne souvent d'une précision historique lourde nourrie par des fiches relatives aux dates, aux hommes et aux événements⁴. L'importance accordée aux événements s'im-

(1) Discours à l'occasion du 60^e anniversaire du débarquement en Provence, Toulon, 15 août 2004, <http://www.discours.vie-publique.fr> (6 juillet 2011).

(2) Voir <http://www.discours.vie-publique.fr> (6 juillet 2011).

(3) Hommage funèbre en l'honneur du colonel Henri Rol-Tanguy, Hôtel des Invalides, 12 septembre 2002, <http://www.quatre.com> (6 juillet 2011).

(4) C'est surtout vrai, comme le souligne Jean-François Tanguy, pour les discours très « didactiques » de Jacques Chirac (Jean-François Tanguy, *op. cit.*, p. 134-135).

pose aux dépens du souffle historique et de la projection dans l'avenir. La « guerre de trente ans » disparaît progressivement du répertoire et l'évocation en termes très généraux de la construction européenne se substitue à celle de la pérennité de l'État.

On peut, pour finir, formuler plusieurs remarques sur l'ensemble de la période considérée. D'abord, la fin du « cycle guerrier » en 1962¹ ne se traduit que lentement et tardivement dans le discours sur la Résistance qui reste stable longtemps après le départ de Charles de Gaulle. Il survit à la « petite alternance » de 1974 et même, pour un temps, à la « grande alternance » de 1981, et empiète largement sur les « Trente Mémoireuses » décrites par Jean-Pierre Rioux et correspondant à la période postérieure à 1975². Ce constat confirme la puissance de l'empreinte gaullienne dans le système de représentation du conflit décliné par les pouvoirs publics jusqu'au premier septennat de François Mitterrand : la Résistance y est envisagée essentiellement dans sa dimension guerrière, voire militaire. Le basculement de la dernière décennie du 20^e siècle, sensible en 1994, est évidemment en corrélation avec l'assèche-

ment de la veine commémorative après 1989³, l'effondrement du bloc soviétique, la « fin des héros » et l'omniprésence de la référence à la mémoire dans une société où l'on peine à dégager un nouvel horizon d'attente. En ce sens, l'étude de ce corpus de discours confirmerait, mais seulement à partir du deuxième septennat de François Mitterrand et au moins jusqu'à Nicolas Sarkozy, l'hypothèse d'un pouvoir central plus « suiveur » qu'ordonnateur de mémoire, dépendant de la demande sociale et sensible à « l'air du temps »⁴.

Gilles Vergnon, Institut d'études politiques de Lyon, 69365, Lyon cedex 07, France.

Maître de conférences habilité en histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Lyon, **Gilles Vergnon** est chercheur associé au Centre d'histoire sociale du 20^e siècle. Il a notamment publié *Le Vercors : histoire et mémoire d'un maquis* (L'Atelier, 2002), *L'Antifascisme en France* (Presses universitaires de Rennes, 2009) et codirigé, avec Michèle Battesti, le *Cahier du CEHD* portant sur « Les associations d'anciens résistants et la fabrique de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale » (28, 2006). Ses travaux traitent de la Résistance et de l'histoire des gauches. (gilles.vergnon@wanadoo.fr)

(1) Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives : le passé proche de notre avenir, 1965-1985*, Paris, Fayard, 2007, en particulier p. 20-32.

(2) Jean-Pierre Rioux, *La France perd la mémoire : comment un pays démissionne de son histoire*, Paris, Perrin, 2006, p. 11.

(3) *Ibid.*, p. 64.

(4) Claire Andrieu, « Le pouvoir central en France et ses usages du passé, de 1970 à nos jours », in Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowsky (dir.), *op. cit.*, p. 15-26.